

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/VD

## ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

**Du 15 juillet 2022**

ST/A-2022-425

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie et au Centre Technique Municipal, par l'arrêté en date du 26 mai 2020,

Vu la demande présentée par S.C.C.M. sise 953 Route de Vérac 33240 TARNES, pour le compte de GRDF, pour des travaux de réfection des bétons désactivés rue des Chais et rue François Constant.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

### **ARRETE:**

**ARTICLE 1° - A compter du 18 juillet 2022 et jusqu'au 29 juillet 2022**, le stationnement sera interdit rue des Chais et rue François Constant, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2° - A compter du 18 juillet 2022 et jusqu'au 29 juillet 2022**, la circulation se fera sur chaussée rétrécie rue des Chais et rue François Constant, au droit du chantier.

**ARTICLE 3° - Les mardis et vendredis matins, jours de marché, les travaux seront interrompus.**

**ARTICLE 4°** - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

**ARTICLE 5°** - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

**ARTICLE 6°** - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la Police Municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7°** - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le quinze juillet deux mille vingt-deux.

Pour le Maire par délégation  
le conseiller délégué à la voirie  
et au centre technique municipal



Bilal HALHOUL